

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### « L'impossible metoo du spectacle français » ?

Le 30 septembre 2018 sur France Inter, Christine Simeone produisait une émission sur « L'impossible metoo du cinéma français ».

Les affaires se succédant dans tous les secteurs, Ligue du LOL dans la presse, harcèlement à Radio France, dans la communication et la publicité, comment imaginer que, comme par magie, le nuage radioactif déclenché par metoo se soit arrêté aux frontières du monde du spectacle ?

Entre les bienfaits de la libération de la parole et l'injonction de ne pas tomber dans les travers de la délation, le milieu du spectacle a choisi le silence et le déni.

Chronique non exhaustive des affaires de violences sexuelles et sexistes classées sans suite ou déboutées par la justice parues par voie de presse au cours de la dernière saison :

« Jan Fabre accusé d'harcèlement sexuel et d'humiliations par des danseurs de sa compagnie », (*Les Inrocks*, 14 septembre 2018), « Charles Dutoit revient à la tête de l'Orchestre National de France sur fond de polémique » (*Le Figaro*, 1<sup>er</sup> février 2019), « Opéra de Nancy : Michel Didym visé par un tract diffamatoire » (*L'Est Républicain*, 2 février 2019), « Des témoignages accablants pour le Centre national de danse contemporaine d'Angers » (*Mediapart*, 26 mars 2019), « Viol : comment sortir de l'écrasement ? », tribune de Carole Thibaut (*Libération*, 2 avril 2019), « #metoo, le théâtre français aussi » (*Mediapart*, 25 juin 2019) ...

Le silence qui entoure et protège ces faits, témoigne d'une culture du viol et d'un écosystème sexiste où la culture ne fait pas « exception ».

Faut-il s'étonner qu'aucune des affaires précitées n'aboutissent, quand 76% des plaintes restent sans suite alors même que seules 13% des victimes osent porter plainte ?

Sous couvert de présomption d'innocence, nous assistons actuellement à un violent backlash.

Nous ne pouvons pas nous contenter de rester sur une position attentiste et reproduire le syndrome DSK : tout le monde sait mais personne ne bouge.

-Nous appelons le Ministère de la Culture à prendre des décisions courageuses et nous engageons la profession, les collectivités et l'Etat à ne plus tolérer aucun comportement sexiste. Que chacun prenne ses responsabilités.

-Nous demandons notamment le retrait systématique en cas de mise en cause nuisant à la bonne direction d'un établissement public – et pour ce faire, l'intégration dans les conventions d'objectifs des lieux labellisés par le Ministère de la Culture d'une clause dans ce sens.

-En cette période de festival où toute la profession se rassemble, nous invitons les journalistes à s'emparer de ces questions et à enquêter sur les violences sexuelles et sexistes dans le spectacle.

Avignon, le 10 juillet 2019

Premières associations signataires :

Mouvement HF – Egalité femmes-hommes dans les Arts et la Culture, Femmes Solidaires, Assemblée des Femmes, la CLEF- Coordination du Lobby Européen des Femmes, les Chiennes de Garde, le Planning Familial, Femmes du Monde et Réciproquement, Gender Scan ...